

Tribune

Comment concilier croissance et climat dans le BTP ?

Par Grégoire Leclercq, Directeur général délégué du Groupe EBP

En 2023, les acteurs du BTP vont devoir concilier croissance et climat. Si les carnets de commandes culminent à un niveau important, la hausse des prix des matières premières pèsent sur la rentabilité. Comme dans d'autres secteurs, le bâtiment subit l'inflation après avoir encaissé les conséquences de la COVID. Le cours des métaux, les minéraux et l'énergie influencent également la trésorerie des PME du BTP. Les signaux d'un retournement sont prononcés aussi bien dans l'artisanat que dans la promotion immobilière ; ce qui pourrait avoir des conséquences sur la croissance du pays l'an prochain...

Pour pallier la situation, le Gouvernement a prévu d'encourager les collectivités locales et les particuliers vers la transition climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans le viseur des pouvoirs publics, apparaissent clairement les logements énergivores et les passoires thermiques. Dans cette perspective, le financement du dispositif « MaPrimeRénov' » est porté à hauteur de 2,45 milliards d'euros pour inciter les Français à rénover leur logement. Un geste en direction des logements privés qui devrait donc susciter un regain d'activités pour le BTP. Mais le montant est toutefois insuffisant pour déclencher massivement des opérations de performance globale.

Les ambitions affichées par le Projet de Loi de Finances ne permettront donc pas ou très peu de régler le problème de l'approvisionnement en matières premières et la pression inflationniste dont une partie est provoquée par le conflit russo-ukrainien. Ou encore de contrecarrer la variation des coûts de production estimée aux alentours de 10%, soit bien plus que l'inflation !

Par ailleurs, la construction neuve est la grande absente du projet de budget de l'Etat, ceci alors même qu'une chute des ventes est enregistrée. En effet, selon les chiffres publiés par le ministère de la Transition écologique, la commercialisation de logements neufs au deuxième trimestre 2022 a baissé de 11,7 % par rapport à 2021. Ajoutons que le nombre de réservations de logements neufs a chuté de 13 % sur la même période. Les réservations sont en repli du fait d'un nombre insuffisant de biens à vendre et d'un durcissement des conditions d'emprunt des particuliers. Enfin, depuis le 1er janvier 2022, la nouvelle réglementation environnementale RE2020 sur la construction neuve a provoqué une hausse des coûts.

L'opposition entre la rénovation et le neuf ne sera pas forcément une stratégie gagnante. En revanche, il serait bienvenu de développer une "culture de l'entretien" en France, comme le propose Stéphane Vedrenne, architecte urbaniste dans une récente tribune. Elle mettrait sans doute un terme au débat entre les partisans de la construction à tout-va et leurs opposants. Ce serait sans doute une piste à étudier par les parlementaires en misant sur des bénéfices fiscaux pour les particuliers. Cela aurait aussi le mérite de relancer l'emploi et la qualification, tout autant que la diversité des métiers du Bâtiment.